

L'un des aspects de l'administration actuelle qui m'inquiète le plus, c'est la conception du travail qu'elle a favorisée. Chacun d'entre nous se rappelle les occasions où le premier ministre (M. Trudeau) s'est moqué de la nécessité de travailler pour vivre. Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Lalonde) consacre presque toute son énergie à mettre sur pied ce qu'il appelle un revenu annuel garanti; cela revient à dire aux Canadiens: «Vous n'avez plus besoin de travailler; vous pouvez vivre grâce au revenu garanti.»

Ce genre d'attitude est responsable de la diminution de la productivité. Elle a amené les gens à croire que, si l'on sait s'y prendre, on peut obtenir plus du pays et de l'économie que l'on ne lui donne. C'est un postulat qui sous-tend bien des domaines d'initiatives gouvernementales, en particulier les programmes PIL conçus comme un expédient politique. La seule façon de modifier la situation serait de se débarrasser d'un gouvernement qui prétend qu'un pays peut survivre avec de tels principes.

De plus, au cours des dix dernières années, nous avons assisté à ce que je considère comme une intrusion sans précédent dans la vie quotidienne des Canadiens, qu'il s'agisse de particuliers ou d'entreprises. Jamais auparavant certains aspects de leurs droits démocratiques n'avaient disparu aussi rapidement qu'ils le font sous le gouvernement actuel. Je demande aux députés de réfléchir à la façon dont notre pays a acquis la prospérité qui a rendu possible nombre de nos réalisations sur le plan social. La réponse est simple. L'économie était fondée sur la propriété et sur l'entreprise privées. Le régime fiscal visait à stimuler la croissance et par conséquent l'emploi.

En bref, l'économie n'était pas le reflet d'un gouvernement qui croit avoir réponse à tout ou devoir tout diriger. Aujourd'hui, l'économie court à la catastrophe parce que, justement, le gouvernement s'imagine qu'il doit être le maître et qu'il doit tout contrôler. Il refuse de donner aux gens la possibilité d'utiliser leur esprit d'initiative, leur imagination, ou leur aptitude à produire. Inutile d'aller très loin pour constater la différence de productivité entre un système de production dirigé par le gouvernement, et un système contrôlé par le secteur privé. Il nous suffit de voir ce qui se passe dans les pays situés derrière le Rideau de fer ou le «Rideau de bambou» pour constater qu'une économie dont les moyens de production sont propriété publique et sous contrôle de l'État se révèle extrêmement peu commode, inefficace, et qu'elle n'accorde aucune place à l'initiative personnelle. Nous avons des exemples tout près de nous qui prouvent qu'une économie où la production est confiée au secteur privé obtient de meilleurs résultats et assure un niveau de vie plus élevé.

C'est pourquoi je voudrais dire à ceux qui sont assis de l'autre côté, sur les banquettes ministérielles, que tant qu'ils auront le pouvoir—c'est-à-dire encore trois ans, je pense—ils devraient repenser leur attitude, leur tendance à vouloir contrôler chaque aspect de notre vie et de l'économie, comme c'était une partie obligatoire de leur devoir envers la pays. Nous admettons que le gouvernement doit aider ceux qui ne peuvent subvenir à leurs propres besoins, mais ceux-ci ne doivent pas pour autant être définitivement sous la dépendance du gouvernement; au contraire, cela devrait plutôt leur permettre d'améliorer leur sort. On peut facilement illustrer cela par un exemple qui est devenu un cliché—c'est d'ailleurs le seul que j'utiliserai pendant mon discours d'aujourd'hui: «On peut donner à manger à un homme en lui donnant du poisson, mais on peut l'alimenter pour le reste de sa vie si on lui montre à pêcher». C'est un principe dont doivent s'inspirer nos

Économie canadienne

mesures sociales. Si l'on veut maîtriser la pauvreté à longue échéance, il faut promouvoir la confiance en soi plutôt que prolonger un besoin de dépendance toujours croissant vis-à-vis du gouvernement.

On n'a qu'à lire l'histoire de Robin des Bois pour voir qu'en soutirant de l'argent du riche pour le donner au pauvre, on ne fait pas échec à la pauvreté à long terme, bien que cela puisse être une solution nécessaire à court terme. Les pauvres, que ce soit au Canada ou ailleurs, doivent avoir la chance de suffire à leurs propres besoins. Il faut qu'ils aient accès au savoir et aient de meilleures chances de gagner leur vie. Il faut concevoir des programmes en fonction de ces objectifs et leur offrir des possibilités d'emploi, si l'on veut éliminer le problème de la pauvreté au Canada.

Nous savons que les impôts sont un mal nécessaire dans notre société. Elles sont nécessaires, car les gouvernements sont obligés de fournir certains services publics et de lancer certains projets. Mais le régime fiscal doit reconnaître le principe selon lequel il faut récompenser l'initiative et l'esprit d'entreprise, de manière à stimuler la croissance. Je dois dire franchement que notre régime fiscal ne fait rien en ce sens. N'importe qui d'entre nous se souvient des commentaires formulés l'an dernier par leurs vieux amis, du genre: Pourquoi travailler plus fort, quand on sait que le percepteur nous enlève tout. Il y a une raison à une pareille attitude. C'est que le fardeau fiscal est devenu trop lourd et qu'il supprime l'initiative chez de nombreux Canadiens, car il ne les incite pas à travailler plus fort ni à faire le nécessaire pour l'essor de notre pays. Nous devons donc apporter des modifications énergiques au régime fiscal, qui reconnaissent la nécessité de récompenser l'initiative. En procurant aux gens des chances égales de succès, nous devons les pousser à rechercher l'excellence et à produire davantage dans l'intérêt du Canada.

● (1550)

Je le répète, je ne trouve pas que le gouvernement doive être le maître des gouvernés, et peut-être devrais-je ajouter maintenant ce que, à mon avis, le gouvernement devrait faire. Son rôle est davantage celui du guide, celui de l'organisme qui crée l'atmosphère économique dans laquelle les particuliers ou les groupes, les sociétés ou les citoyens peuvent faire appel à leur initiative et donner libre cours à leur imagination pour faire ce qu'il faut pour développer le Canada et le rendre grand. Nous tenons aussi à bien souligner que le rôle du gouvernement est de créer une atmosphère qui empêche l'exploitation du citoyen par d'autres groupes ou sa domination par des forces extérieures, politiques ou économiques. Dans ce domaine, je crois que notre parti a lieu d'être fier. Nous avons présenté des programmes qui auraient permis d'atteindre ces objectifs et qui seraient à l'heure actuelle appliqués si nous avions été élus. Ces politiques n'ont pas changé et nous les soumettrons aux électeurs au cours de la prochaine campagne électorale.

J'ai dit que je m'inquiétais vivement de voir que les politiques du gouvernement semblent être conçues pour créer une dépendance à l'égard de l'État. Le PIL et le P.P.-J en sont de très bons exemples. Nous avons besoin de prendre de nouvelles orientations. D'une façon ou d'une autre, il faut réveiller, dans l'esprit et le cœur des Canadiens, le concept d'autosuffisance. Nous devons donner à tous la chance de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs personnes à charge, avec dignité et sécurité. Je ne veux pas dire que le Canada est un pays facile à gouverner, il présente une grande variété. Il est composé de gens de races nombreuses et variées, venus de toutes les coins du